

8 députés

CLERGÉ

**AUBERT Edme**

(1738 - 1804)

Curé de Couvignon

Adopta les idées de la Révolution et prêta le serment civique, suivant l'exemple de l'abbé Grégoire.

MONNEL Simon-Edme

(1747 - 1822)

Curé de Valdelancourt

Fut secrétaire de l'Assemblée et prêta le serment civique. Réélu à la Convention dont il devint également secrétaire, vota pour la mort du roi et s'opposa à Robespierre le 9 thermidor. Désigné pour siéger au Conseil des

Cinq-Cents, il vit son admission refusée par le Conseil des Anciens. A la suite de la loi de 1816 contre les régicides, il s'exila à Constance et fit publier à sa mort son repentir d'avoir voté la mort du roi.

NOBLESSE

CHOISEUL d'AILLECOURT Michel-Félix-Victor, comte de

(1754 - 1796)

Colonel du régiment Dauphin-dragons

Ne prit pas une part active aux débats de l'Assemblée. Promu maréchal de camp le 1er mars 1791. Mort en émigration en Russie.

**ESCLAIBES, Louis-Charles-Joseph d', comte de
CLAIRMONT d'AVRANVILLE**

(1746 - 1818)

Officier au régiment de Royal-infanterie

Reste attaché aux institutions de l'ancien régime.



TIERS ÉTAT

MOREL Jean-Baptiste-Théophile

Cultivateur à Vesaignes-en-Champagne

Vota avec la majorité de son ordre avant de démissionner dès le 14 août 1789.

MOUGEOTTE des VIGNES Pierre

(1755 - 1816)

Procureur du roi au bailliage de Chaumont

Vota avec la majorité et signa le serment du Jeu de Paume. Poursuivit ensuite sa carrière judiciaire à Chaumont. Nommé conseiller général

de la Haute-Marne en 1807, devint membre de la Chambre des Représentants pendant les Cents-Jours.

LALOY Jean-Nicolas

(1745 - 1804)

Médecin à Chaumont

Siègea parmi la majorité réformatrice, puis devint maire de Chaumont. Élu suppléant à la Convention, il ne siègea

pas, mais assista à l'émeute de prairial an III. Devint préfet de l'Aube sous le Consulat.

JANNY Noël-Claude

(1733 - 1810)

Avocat à Brienne (Aube)

Membre discret de l'Assemblée.



SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ
TIERS ÉTAT**GOMBERT Martin**

(1749 - 1833)

Cultivateur à Mareilles

Admis à siéger le 23 décembre 1789 en remplacement de Morel, démissionnaire. Intervint pour supprimer les pensions de certains émigrés, puis sur le statut des ministres du culte.

SÉNÉCHAUSSÉE DU QUERCY À CAHORS

SÉNÉCHAUSSÉES SECONDAIRES :
MONTAUBAN, GOURDON, LAUZERTE, FIGEAC, MARTEL

CLERGÉ

AYROLES Paul

(1731 - 1795)

Curé de Reyrevignes

Son rôle politique fut court et obscur. Il soutint l'ancien régime et mourut en prison.

NICOLAÏ, Louis-Marie de

(1729 - 1791)

Evêque de Cahors

Favorable aux idées de l'ancien régime. Il mourut pendant la Constituante après avoir pris peu part aux délibérations.

LEYMARIE Léonard

(né en 1729)

Curé à Saint-Privat

Il siégea à droite et ne joua aucun rôle politique après la Constituante.

NOBLESSE

VALETTE-PARISOT Barthélémy, marquis de

(1725 - 1790)

Ancien officier et chevalier de Saint-Louis

Il vota avec la minorité et mourut pendant la législature.

82

12 députés



SÉNÉCHAUSSÉES SECONDAIRES :

MONTAUBAN, GOURDON, LAUZERTE, FIGEAC, MARTEL

12 députés

NOBLESSE

**BIRON et de LAUZUN, Armand-Louis de GONTAUT ,
duc de**

(1743 - 1793)

Maréchal de camp, colonel du régiment de Lauzun

Appartient à une des plus illustres familles de France. Devient duc de Biron en 1788. Partisan des idées nouvelles, il se rallia à la majorité de l'Assemblée. Commandant de l'armée

des côtes de la Rochelle en 1793, il insista pour démissionner, ce qui le rendit suspect d'incivisme. Destitué et arrêté, il fut condamné à mort et exécuté le 31 décembre 1793.

**PLAS de TANE, Antoine-René, comte de***Capitaine de dragons et chevalier de Saint-Louis*

Il tint pour l'ancien régime et disparut très vite de la scène politique après la Constituante.

TIERS ÉTAT

FAYDEL Jean-Félix

(1744 - 1827)

Avocat à Cahors

Il fut élu député en 1789, puis de 1810 à 1815 et de 1815 à 1816. Il se tint à l'écart après la Constituante jusqu'au coup d'État de brumaire. Il fut alors nommé conseiller de préfecture

du Lot et entra ensuite au Corps Législatif. Après les Cent-Jours, il fut réélu député du Lot et le demeura jusqu'en 1816.

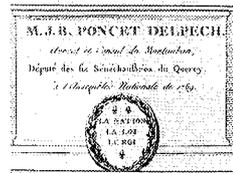
**PONCET-DELPECH Jean-Pierre**

(1734 - 1817)

Avocat et consul à Montauban

Il prêta le serment du Jeu de Paume. Le 24 germinal an V, il fut élu au Conseil des Cinq-Cents, mais l'élection étant annulée, il n'y siégea qu'à partir

du 18 fructidor. Il devint ensuite président du tribunal civil de Montauban le 4 germinal an VIII.



SÉNÉCHAUSSÉE DU QUERCY À CAHORS

SÉNÉCHAUSSÉES SECONDAIRES :

MONTAUBAN, GOURDON, LAUZERTE, FIGEAC, MARTEL

TIERS ÉTAT

82

12 députés

GOUGES-CARTOU Arnaud

(né en 1738)

Négociant à Moissac

Auteur d'un projet de déclaration des Droits de l'Homme en Août 1789. Il vota avec la majorité de l'Assemblée.

DURAND Antoine

(né en 1744)

Avocat à Léobard

Son nom ne figure pas au *Moniteur*.

BOUTARIC Guillaume-Joseph

(né en 1756)

Président de l'élection de Figeac

Membre obscur de l'Assemblée.

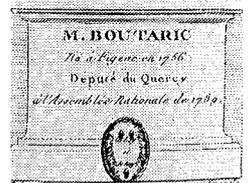
LACHÈZE-MUREL, Pierre-Joseph de

(1744-1835)

Lieutenant général de la sénéchaussée de Martel

Fut de la minorité qui protesta contre les décrets restrictifs du pouvoir monarchique. Arrêté après la Constituante, il ne recouvra sa liberté

qu'après le 9 thermidor et exerça diverses fonctions publiques. Député du Lot de 1815 à 1816.



**COLBERT-SEIGNELAY de CASTLE-HILL**

(1736 - 1813)

Evêque de Rodez

Il inclina d'abord vers le tiers état, mais le projet de constitution civile du clergé le rejeta parmi les partisans de l'ancien régime. Après la

Constituante, il se décida à émigrer à Londres où il passa le reste de ses jours.

NOBLESSE

PANAT, François-Louis d'ADHÉMAR, vicomte de

(1715 - 1792)

Maréchal de camp, commandeur de Saint-Louis

Il vota avec la droite, émigra en 1791 et mourut l'année suivante.

TIERS ÉTAT

RODAT d'OLEMPS Antoine-François

(né en 1751)

Seigneur d'Olemps, propriétaire, cultivateur

Il prêta le serment du Jeu de Paume. Réélu député de l'Aveyron, le 24 germinal an VI, il représenta ce département au Corps Législatif le 4 nivôse an VIII et fut réélu le 28 ventôse an X.

PONS de SOULAGES Pierre-Guillaume

(né en 1729)

Lieutenant de robe courte en la sénéchaussée de Rodez, propriétaire

Il prêta le serment du Jeu de Paume et demanda en février 1791, un congé pour cause de maladie.

SÉNÉCHAUSSÉE DU ROUERGUE À VILLEFRANCHE

84

8 députés

CLERGÉ

MALRIEU Jean-Pierre

(né en 1740)

Prieur-curé de Loubous, professeur au collège de Rodez

Il vota pour la vérification en commun des pouvoirs.

VILLARET, Jean-Chrysostome-André-Ignace de

(1739 - 1824)

Vicaire général de Rodez

Il refusa de prêter le serment constitutionnel. Après le Concordat, il devint évêque de Casal et fut créé baron de l'Empire en 1809.

NOBLESSE

BOURNAZEL, Jean de BUISSON, comte de

(né en 1736)

Il fut un membre obscur de la droite.

MONTCALM-GOZON Jean-Paul-François-Joseph, marquis de

(1756 - 1812)

Officier de la marine royale, chevalier de Saint-Louis

Il s'occupa essentiellement des questions financières, émigra en Espagne en 1790 et mourut en Piémont.



8 députés

TIERS ÉTAT

**MANHAVAL Jean-Joseph**

(1736 - 1813)

Avocat

Il prêta le serment du Jeu de Paume.
Son rôle fut effacé.

ANDURAND Antoine

(1747 - 1818)

Avocat à Villefranche

Se déclarant favorable aux idées nouvelles, il fut député à l'Assemblée constituante en 1789, mais

ne laissa aucune trace de son passage. Président du tribunal criminel de l'Aveyron en l'an IX.

**LAMBEL Joseph-Marie**

(né en 1747)

Avocat à Mur-de-Barrès

Il siégea dans la majorité réformatrice et devint ensuite juge de paix.

PERRIN de ROZIERS Jean-François

(1749 - 1790)

Avocat à Viviez

Il opina avec la majorité de la Constituante.

BAILLIAGE DE ROUEN

BAILLIAGES SECONDAIRES :

GISORS, HONFLEUR, PONT-AUDEMER, PONT-DE-L'ARCHE, PONT-L'ÉVÊQUE,
ANDELY, LYONS, VERNON, CHARLEVAL

85

16 députés

CLERGÉ

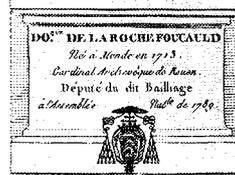
LA ROCHEFOUCAULD, Dominique de

(1713 - 1800)

Ancien archevêque d'Albi, archevêque de Rouen depuis 1759 ; cardinal en 1778

Appartenait à une branche pauvre de l'ancienne famille ducal de La Rochefoucauld. Partisan obstiné de l'ancien régime. Présida la chambre du clergé, s'opposa à la délibération par tête. Signa la protestation de septembre 1791 contre les décisions de

l'Assemblée en matière religieuse. Au mois d'avril précédent, avait publié une instruction pastorale que le tribunal de Rouen fit lacérer et brûler, comme contraire aux lois de l'Assemblée constituante. Après le 10 août 1792, émigra en Allemagne, où il mourut.



LE BRUN François

Ancien vicaire de Saint-Louis en l'Isle à Paris, curé de Lyons-la-Forêt (Eure)

Rôle très effacé.

GRIEU, Louis-Charles de

(né en 1755)

Prieur commendataire de Saint-Hymer

Membre discret de l'Assemblée constituante.

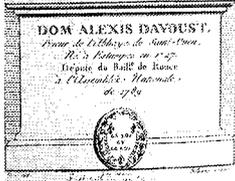


DAVOUST, Dom François-Alexis

(né en 1727)

Bénédictin, prieur de l'Abbaye de Saint-Ouen

Se rallia à la majorité et prêta le serment civique.



BAILLIAGES SECONDAIRES :

GISORS, HONFLEUR, PONT-AUDEMER, PONT-DE-L'ARCHE, PONT-L'ÉVÊQUE, ANDELY, LYONS, VERNON, CHARLEVAL

16 députés

NOBLESSE



MORTEMART, Victurnien-Bonaventure-Victor de ROCHECHOUART, marquis de

(1753 - 1823)

Colonel-commandant du régiment de Navarre

En 1788, présida l'assemblée de la noblesse du bailliage de Rouen. Défenseur des institutions de l'ancien régime, protesta contre les décisions de l'Assemblée. Fit partie du comité de judicature (20 août 1789). Émigra en 1792. Servit d'abord à l'armée des

princes, puis dans un régiment à la solde du gouvernement britannique. Parti au Portugal, en revint à la paix d'Amiens. En 1809, nommé par l'empereur conseiller général de la Seine-Inférieure. Pair de France en août 1815.

TRIE Michel-Nicolas, comte de

(né en 1723)

Lieutenant-colonel de cavalerie

Rôle obscur à l'Assemblée. Quitta la vie politique après la Constituante.

FRONDEVILLE, Thomas-Louis-César LAMBERT de

(1757 - 1816)

Président à mortier au parlement de Rouen

Ardent défenseur de l'ancien régime. Lors des événements des 5 et 6 octobre 1789 (retour de la famille royale à Paris), s'employa à défendre le roi et la reine. En novembre 1789, prit la défense de la chambre des vacations du parlement de Rouen, signalée comme s'opposant ouvertement à l'exécution des décrets de l'Assemblée ; demanda ensuite, dans le même esprit, la suppression de toutes les chambres

de vacations. S'éleva contre le "comité de recherches", qu'il qualifia de "nouvelle inquisition d'État", et fut censuré par l'Assemblée. S'opposa à la réunion d'Avignon à la France. Signataire des protestations de septembre 1791. Émigra en Angleterre. Rentra en France après le 18 brumaire, et resta loin des affaires publiques jusqu'au retour des Bourbons. Pair de France en 1815.



BAILLIAGE DE ROUEN

BAILLIAGES SECONDAIRES :

GISORS, HONFLEUR, PONT-AUDEMER, PONT-DE-L'ARCHE, PONT-L'ÉVÊQUE, ANDELY, LYONS, VERNON, CHARLEVAL

85

16 députés

NOBLESSE

BELBEUF, Louis-Pierre-François GODARD, marquis de

(1757 - 1832)

Avocat général au parlement de Rouen

Partisan irréductible de l'ancien régime, hostile à toute innovation, signa toutes les protestations de la droite contre l'Assemblée. Accusa le duc d'Orléans de conspirer contre le

roi. Émigra en 1791. Servit dans l'armée des princes. Rentré en France après le 18 brumaire, resta en dehors de la vie politique.



TIERS ÉTAT

THOURET Jacques-Guillaume

(1746 - 1794)

Avocat à Rouen

En 1788, développa dans un mémoire diverses idées révolutionnaires (établissement d'une Constitution, vote par tête...). Fut chargé par le tiers état de Rouen de rédiger son cahier de doléances, dont quelques-uns des 95 articles sont entrés dans la déclaration des Droits. Nommé président de l'Assemblée à plusieurs reprises ; prit une part active aux travaux de celle-ci. Défendit avec énergie la motion relative à la vente des biens du clergé, fit décréter la suppression des ordres religieux et des privilèges ecclésiastiques. Contribua à

faire adopter la division de la France en départements. Travailla à la nouvelle organisation judiciaire. Obtint de l'Assemblée qu'un code civil uniforme serait rédigé pour tout le royaume. En tant que président de l'Assemblée, en septembre 1791, présenta la Constitution à Louis XVI, reçut le serment du roi et déclara clos les travaux de la Constituante. Devenu suspect sous la Terreur, dénoncé par Couthon comme complice d'un complot dantoniste, fut exécuté le 22 avril 1794, en même temps que d'Éprémessnil et Malesherbes.



LECOUTEULX de CANTELEU Jean-Barthélémy

(1746 - 1818)

Banquier à Rouen

S'occupa principalement de questions financières, soutint les idées et les plans de réforme de Necker, et fut rapporteur du projet de vente de 400 millions de biens du clergé. Député de la Seine au Conseil

des Anciens. Soutint activement le 18 brumaire, et fut nommé membre du Sénat conservateur et régent de la Banque de France. Comte de l'Empire en 1808. Pair de France sous la Restauration.

BAILLIAGES SECONDAIRES :

GISORS, HONFLEUR, PONT-AUDEMER, PONT-DE-L'ARCHE, PONT-L'ÉVÊQUE, ANDELY, LYONS, VERNON, CHARLEVAL

16 députés

TIERS ÉTAT**DEFONTENAY Pierre-Nicolas**

(1743 - 1806)

Négociant à Rouen

Vota avec la majorité réformatrice, et prit la parole dans les questions intéressant le commerce et les finances. Maire de Rouen en 1791, président de l'administration de la Seine-Inférieure en 1792. Incarcéré en 1793 comme

suspect de modérantisme. Redevint maire de Rouen en 1799. Se déclara partisan du coup d'État de brumaire. Membre du Sénat conservateur de 1804 jusqu'à sa mort.

**LEFEBVRE de CHAILLY Simon-Robert**

(1729 - 1807)

Propriétaire à Gamaches (Eure)

Vota avec la majorité. Devint conseiller général de l'Eure sous le Consulat.

LERREFFAIT Jean-Hubert

(1733 - 1812)

Propriétaire à Rougemontier (Eure)

Vota avec la majorité. Après la Constituante, devint administrateur de l'Eure. Nommé conseiller général de ce département sous le Consulat.

**MOLLIEN Jean-Jacques-François**

(1754 - 1821)

Propriétaire à Mesnil-sous-Blangy (Calvados)

Se fit peu remarquer à l'Assemblée. Devint membre du directoire du district de Pont-l'Évêque, chef de

bataillon de la garde nationale. Nommé sous-préfet de Pont-l'Évêque sous le Consulat.

BAILLIAGE DE ROUEN

BAILLIAGES SECONDAIRES :

GISORS, HONFLEUR, PONT-AUDEMER, PONT-DE-L'ARCHE, PONT-L'ÉVÊQUE,
ANDELY, LYONS, VERNON, CHARLEVAL

TIERS ÉTAT

85

16 députés

LEFORT Denis

(né en 1733)

Marchand de bois à Dieppedalle (Seine-Inférieure)

Vota avec la majorité.

DECRETOT Jean-Baptiste

(1743 - 1817)

Négociant à Louviers (Eure)

Siéga dans la majorité et intervint sur des questions d'affaires et de finances. Combattit avec insistance l'émission de deux milliards d'assignats.

Membre de la société des Amis de la Constitution (Jacobins). Créé chevalier de l'Empire en 1809.



BAILLIAGES SECONDAIRES :

BEAUMONT-LE-ROGER, BRETEUIL, CONCHES, NONANCOURT, ORBEC,
BERNAY, PACY

8 députés

CLERGÉ

**LA LANDE, Jean-Jacques de**

(1733 - 1792)

Curé d'Illiers-l'Évêque

Il n'eut qu'un rôle effacé.

LINET Robert-Thomas

(1743 - 1823)

Curé de Saint-Croix à Bernay, ancien vicaire d'une paroisse de Paris

Siéga parmi les réformateurs, adopta la constitution civile du clergé. Élu évêque constitutionnel de l'Eure en 1791. Fut le premier évêque à se marier (1792). Réélu à la Convention, où il siégea à la Montagne et vota la mort de

Louis XVI, puis au Conseil des Anciens. Quitta la vie publique lors du coup d'Etat de Bonaparte. Exilé comme régicide en 1816. Autorisé ensuite à rentrer en France, mourut dans sa ville natale de Bernay.

NOBLESSE

**BONNEVILLE Nicolas, comte de**

(1732 - 1806)

Maréchal de camp

Favorable aux idées nouvelles. En 1793, servit à l'armée du Nord comme officier supérieur, mais dut bientôt obéir au décret interdisant aux

nobles toute fonction publique. Président du Conseil général de l'Eure sous le Consulat.

CHAMBRAY Louis-François, marquis de

(1733 - 1807)

Maréchal de camp

Appartenait à une très ancienne famille noble de Normandie. Défenseur de l'ancien régime. Emigra, et mourut en Autriche.

BAILLIAGE D'ÉVREUX

BAILLIAGES SECONDAIRES :

BEAUMONT-LE-ROGER, BRETEUIL, CONCHES, NONANCOURT, ORBEC,
BERNAY, PACY

TIERS ÉTAT

86

8 députés

BEAUPERREY Pierre-Jean-Antoine

(né en 1745)

Laboureur et marchand de chevaux à La Chapelle-Moyenneville

Membre effacé de la majorité.



BUSCHEY-DESNOÉS Adrien-Georges

(né en 1736)

Conseiller du roi et de Monsieur au bailliage de Bernay

Siégea dans la majorité. Après la Constituante, fut élu premier haut juré de l'Eure. Entra ensuite dans la magistrature. Conseiller à la cour impériale de Rouen à partir de 1811.

BUZOT François-Nicolas-Léonard

(1760 - 1794)

Avocat à Evreux

Siégea à gauche de l'Assemblée où il développa ses principes républicains. Le 6 août 1789, fut le premier à soutenir que les biens d'église appartenaient à la nation. Vota, après le retour de Varennes, pour la mise en jugement du roi. Élu président du tribunal criminel de l'Eure en septembre 1791. Membre de la Convention, où il siégea avec les

Girondin; au procès de Louis XVI, réclama l'appel au peuple, puis le sursis. La Convention ayant voté le 2 juin 1793 l'arrestation des Girondins, il parvint à s'échapper et essaya en Normandie de soulever les populations. Puis s'enfuit dans le Midi, et fut retrouvé mort dans un champ près de Saint-Magne (Gironde) en juin 1794.



LEMARÉCHAL Denis

(1755 - 1851)

Négociant et maire de Rugles

Se fit peu remarquer à la tribune, mais travailla avec zèle dans le comité d'aliénation des domaines. Secrétaire de l'Assemblée en 1791. Membre de la Convention ; au procès du roi, se prononça pour l'appel au

peuple, et pour la détention et le bannissement ; démissionna en septembre 1793. Conseiller général de l'Eure sous l'Empire. A nouveau élu député en 1815, quitta la vie politique en 1816.



BAILLIAGES SECONDAIRES :
ARQUES À DIEPPE, MONTIVILLIERS, CANY, NEUFCHÂTEL, LE HAVRE

12 députés

CLERGÉ

**EUDE Pierre-Charles**

(né en 1734)
Curé d'Angerville-l'Orcher

Non hostile aux idées nouvelles;
prêta le serment civique.

PRADT, Dominique-Georges-Frédéric DUFOUR de

(1759 - 1837)
Vicaire général de Rouen

Parent du cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Parmi les députés les plus hostiles au nouvel ordre des choses; signa les diverses protestations de la minorité. Après la fin de la Constituante, émigra à Hambourg.

Publia anonymement en Allemagne des ouvrages dirigés contre la Révolution. Aumônier de Napoléon. Évêque de Poitiers en 1805; archevêque de Malines en 1809. Ambassadeur à Varsovie de 1812 à 1815. Député de Clermont-Ferrand de 1827 à 1828.

**ROZÉ Louis-François**

(1737 - 1792)
Curé de Malleville

Eut un rôle effacé. Ne siégea plus à partir d'août 1790.

NOBLESSE

CAIRON Anne-Alexandre-Gabriel-Augustin, marquis de PANNEVILLE

Seigneur de Panneville-en-Caux

Siégea à la droite de l'Assemblée.

BAILLIAGE DE CAUX À CAUDEBEC

87

BAILLIAGES SECONDAIRES :

ARQUES À DIEPPE, MONTIVILLIERS, CANY, NEUFCHÂTEL, LE HAVRE

12 députés

NOBLESSE

BOUVILLE, Louis-Jacques GROSSIN de

(1759 - 1838)

Seigneur de Bouville-en-Caux, conseiller au Parlement de Rouen

Prit parti contre la Révolution et siégea à la droite de l'Assemblée. Se résigna à prêter le serment civique, mais s'associa aux protestations de septembre 1791 contre les actes de la

majorité réformatrice. Émigra en octobre 1791 et ne rentra en France qu'après le 18 brumaire. A nouveau député de 1815 à 1816 et de 1820 à 1827.



THIBOUTOT Jean-Baptiste-Léon, marquis de

(1734 - 1800)

Maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis

Avait fait les campagnes de la guerre de sept ans et de la guerre d'Amérique. Refusa d'abord de délibérer avec les Communes. Protesta

contre l'abolition des droits féodaux. Membre du comité militaire. Promu lieutenant-général en 1791, émigra. Mort à Londres.

TIERS ÉTAT

BEGOUEN Jacques-François

(1743 - 1831)

Négociant au Havre

Modéré, prit position de façon originale dans divers débats. Notamment, parla contre le privilège de la compagnie des Indes. Condamna, comme "sinistre", le système de la liberté commerciale; combattit le projet sur les patentes qui tendait, déclara-t-il, "à faire renaître le

jour où l'on s'enorgueillissait de vivre sans rien faire". Adversaire du décret sur les colonies. Son modérantisme le rendit suspect en 1793. Incarcéré, fut libéré après le 9 thermidor. Fait chevalier et comte de l'Empire. A nouveau député de 1816 à 1819.



BOURDON Pierre-Jacques-Nicolas

(1748 - 1816)

Procureur du roi au bailliage d'Arques

En avril 1790, défendit à l'Assemblée la municipalité de Dieppe, où des troubles avaient eu lieu. Député au Conseil des Anciens sous le Directoire et au Corps Législatif sous le Consulat.

BAILLIAGES SECONDAIRES :
ARQUES À DIEPPE, MONTIVILLIERS, CANY, NEUFCHÂTEL, LE HAVRE

12 députés

TIERS ÉTAT



CHERFILS Jean-Baptiste-Michel

(1737 - 1807)

Procureur du roi à Cany

S iégea dans la majorité où il ne joua qu'un rôle effacé.



FLEURYE Jean-Baptiste

(1745 - 1804)

Procureur du roi au bailliage de Montivilliers

S iégea dans la majorité. Devint plus tard juge de paix.

LASNON Jean-Georges

(né en 1750)

Cultivateur à Étoutteville

V ota avec la majorité.



SIMON Pierre-Maximilien

(1757 - 1810)

Laboureur

P rêta le serment du Jeu de Paume et n'eut qu'un rôle très effacé.

BAILLIAGE DE CHAUMONT-EN-VEXIN

BAILLIAGE SECONDAIRE :
MAGNY

CLERGÉ

PANAT, Armand-Jean-Simon-Elisabeth BRUNET de CASTELPERS de

(1753 - 1811)

Docteur en théologie, vicaire général du diocèse de Rouen, archidiacre et official de Pontoise et du Vexin français

Partisan de l'ancien régime. Donna sa démission dès le 4 août 1789 pour ne pas s'associer aux actes de la majorité. Ne fut pas remplacé.

NOBLESSE

LEMOINE de BELLE-ISLE Jean-Baptiste

(1717 - 1791)

Chevalier, seigneur de Vernonet et autres lieux, conseiller du roi, ancien chancelier de la maison d'Orange

Fut l'un des premiers membres de son ordre à se réunir au tiers état, mais n'intervint pas à la tribune.

TIERS ÉTAT

BORDEAUX Jean-Nicolas

(1737 - 1825)

Procureur du roi en l'élection de Chaumont

N'eut qu'un rôle très effacé.

AILLY, Marc-François d'

(1724 - 1800)

Procureur-syndic de l'administration provinciale de l'Ile-de-France, conseiller d'Etat

Choisi le 12 mai 1789 par l'Assemblée du Tiers pour représenter le gouvernement de l'Ile-de-France dans une commission chargée de préparer la réunion des ordres. A l'Assemblée, fit décréter que tous les députés, à titre de contribution

patriotique, feraient don de leurs boucles d'argent, et donna l'exemple en ôtant les siennes. Intervint dans divers débats. Disparut ensuite de la scène politique jusqu'au coup d'État de brumaire; membre du Sénat conservateur jusqu'à sa mort.

88

4 députés



BAILLIAGES SECONDAIRES :
BAYEUX, FALAISE, THORIGNY, VIRE

12 députés

CLERGÉ

LEFRANÇOIS Joseph-Etienne-Benoît

(1733 - 1826)
Curé de Mutrécy

Son rôle à l'Assemblée n'a pas laissé de trace au *Moniteur*.

LEVEQUE Pierre

(né en 1740)
Curé de Tracy-Bocage

Passa inaperçu à la Constituante.

LETELLIER François

(né en 1726)
Curé de Bonneuil

Il s'occupa d'abord des questions de finances et proposa un mode de liquidation des offices ministériels. Il se déclara ensuite pour la conservation des privilèges de son ordre, refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé et signa les protestations des 12 et 15 septembre 1791. Émigré en 1793, il mourut à l'étranger peu de temps après.

NOBLESSE

COIGNY, Marie-Henry-François FRANQUETOT, duc de

(1737 - 1821)
Pair de France, premier écuyer du roi, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, lieutenant général

Siégea au côté droit et protesta généralement contre les décrets de l'Assemblée. Il émigra en 1792, servit dans l'armée des princes et passa au Portugal où il devint capitaine-général de l'armée portugaise. Il se démit de ces fonctions lorsque les Bourbons rentrèrent en France (1814), fut nommé successivement pair de France (4 juin), gouverneur du château de Fontainebleau, premier écuyer du roi, gouverneur de Cambrai, gouverneur des Invalides (10 janvier 1816) et maréchal de France (3 juillet suivant). Vota pour la mort dans le procès du maréchal Ney.



BAILLIAGE DE CAEN

BAILLIAGES SECONDAIRES :
BAYEUX, FALAISE, THORIGNY, VIRE

89

12 députés

NOBLESSE

VASSY Louis-Marie, comte de

(né en 1749)

Colonel de cavalerie

Il remit ses pouvoirs avec réserves, repoussa les réformes, et signa les protestations des 12 et 15 septembre 1791 contre les décrets de l'Assemblée. Émigré après la Consti-

tuante, il ne rentra en France que sous la Restauration et fut nommé maréchal de camp le 20 janvier 1815, mais n'exerça aucun commandement actif.

WIMPFEN Louis-Félix, baron de

(1744 - 1814)

Maréchal de camp

Partisan modéré des réformes, il fit partie des comités militaires et des pensions et réclama (1er octobre 1789) la réorganisation de l'armée. Il combattit le projet d'organisation militaire de Dubois de Crancé, demanda l'établissement d'une "monarchie démocratique", proposa, lors de la fuite de Varennes, que le comité militaire fût chargé de la défense extérieure et protesta contre la suppression de la noblesse. Lors de l'entrée des Prussiens en France (1792), il fut nommé commandant de Thionville. Il refusa l'offre d'un million que lui fit Brunswick pour la reddition de la place, la défendit pendant cinquante-cinq jours, fut dégagé par la victoire de Valmy, reçut les félicitations

de la Convention et préféra, au portefeuille de la Guerre qu'on lui offrait, le commandement de l'armée des côtes de Cherbourg. Après l'arrestation des Girondins au 31 mai, il offrit, bien que royaliste, son épée au service de ce parti, fit arrêter les représentants en mission à Caen, qui avaient mis sa tête à prix, et fut décrété d'accusation. Son avant-garde ayant été battue à Pacy-sur-Eure (14 juillet 1793) il ne put tenir à Caen et se cacha à Bayeux. Le gouvernement consulaire lui rendit son grade de général de division et l'empereur le nomma inspecteur général des haras (24 juillet 1806). Maire de Bayeux, il fut créé baron de l'Empire en 1809.



BAILLIAGES SECONDAIRES :
BAYEUX, FALAISE, THORIGNY, VIRE

12 députés

TIERS ÉTAT



DELAUNEY Jean-Baptiste-Gabriel

(1752 - 1831)

Avocat, procureur-syndic de l'Hôtel-de-Ville de Bayeux

Membre du comité de la nouvelle division territoriale de la France, il fit prévaloir, pour le département dont Caen était le chef-lieu, le nom de Calvados sur le nom d'Orne-Inférieure, qui était proposé. C'est également à lui que Bayeux dut de conserver son siège épiscopal que Thouret réclamait pour Lisieux. Après la Constituante, il revint dans son département et fit partie de la "Commission des Arts" à laquelle on

doit notamment la conservation de la célèbre tapisserie de la Reine Mathilde et du coffret arabe de la cathédrale, et fut nommé conservateur du dépôt. Membre du conseil général du Calvados, il fut, sous l'Empire, président du collège électoral de Bayeux, assista en cette qualité au sacre de Napoléon 1er et fit partie du conseil municipal de cette ville jusqu'à sa mort.

POULAIN de BEAUCHÊNE Jacques-Guillaume

(né en 1727)

Cultivateur, ancien lieutenant de la grande louvererie de France

Il ne se fit pas remarquer à l'Assemblée.



LAMY Michel-Louis

(né en 1728)

Négociant à Caen

En 1790, il demanda que l'on décrêtât "la responsabilité des chefs de bureau de l'administration, comme suite nécessaire de celle des ministres".



FLAUST Pierre-Marie-Jean-Baptiste

(né en 1762)

Lieutenant général du bailliage de Vire

Il se fit peu remarquer dans l'Assemblée constituante. En 1793, il fut dénoncé comme "ennemi juré du nouvel ordre de choses", mais la

dénonciation n'eut pas de suite. Flaust reparut, le 13 mai 1815, à la Chambre des Cent-Jours, comme représentant du département du Calvados.

BAILLIAGE DE CAEN

BAILLIAGES SECONDAIRES :
BAYEUX, FALAISE, THORIGNY, VIRE

TIERS ÉTAT

89

12 députés

PAIN Michel-Louis-François

(né en 1738)

Conseiller au bailliage de Thorigny-sur-Vire

Il prêta le serment du Jeu de Paume, opina avec la majorité réformatrice et rentra dans la vie privée après la Constituante.

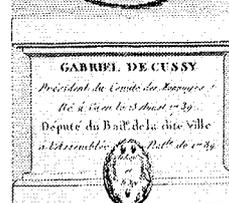
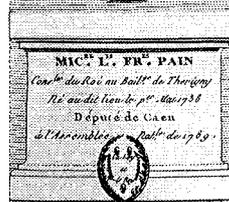
CUSSY, Gabriel de

(1739 - 1793)

Ancien directeur de la monnaie à Caen

Il adopta modérément les idées de la Révolution et se fit dans l'Assemblée constituante une spécialité des questions monétaires. Élu le 8 septembre 1792, par le département du Calvados, membre de la Convention, il siégea parmi les modérés, vota, dans le procès du roi "pour la réclusion et le bannissement", soutint la politique des

Girondins et fut déclaré traître à la patrie et mis hors la loi à la suite de l'arrestation de ces derniers (31 mai 1793). Ses biens furent confisqués au profit de la République et, lui-même, arrêté à Bordeaux, fut ramené à Paris, condamné à mort et exécuté (15 novembre 1793).



BAILLIAGES SECONDAIRES :

SAINT-LÔ, AVRANCHES, CARENTAN, CÉRENCES, MORTAIN, SAINT-SAUVEUR-LENDELIN, VALOGNES, SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE, TINCHEBRAY

16 députés

CLERGÉ

**LE LUBOIS Jacques-François-Louis**

(né en 1736)

Curé de Fontenay

Son rôle parlementaire fut très secondaire. Il fut admis à la retraite comme curé de Fontenay le 31 août 1810.

**BECHEREL François**

(1732-1815)

Curé de Saint-Loup

Il siégea dans les rangs du parti avancé, prêta serment à la constitution civile du clergé et fut sacré évêque constitutionnel de la Manche le 20 mars 1791. Il s'effaça ensuite et ne

reparut qu'en 1802 pour être nommé, après le Concordat, évêque de Valence. Napoléon le créa, le 18 juin 1809, baron de l'Empire. Il mourut pendant les Cents-jours.

**LE ROUVILLOIS François-Germain**

(né en 1732)

Curé de Carantilly

Son rôle parlementaire n'a pas laissé de trace au *Moniteur*.

TALARU de CHALMAZEL Ange-François

(1725 - 1798)

Evêque de Coutances

Tiède partisan des idées nouvelles, il se laissa cependant quelque peu gagner par l'enthousiasme de la nuit du 4 août et invita ses collègues à renoncer à leurs droits de "déport" ou de "vacat".

Mais il résista bientôt à la marche des évènements, combattit la constitution civile du clergé, demanda et obtint un passeport en novembre 1790, quitta la France et mourut en émigration.

BAILLIAGE DE COUTANCES

BAILLIAGES SECONDAIRES :

SAINT-LÔ, AVRANCHES, CARENTAN, CÉRENCES, MORTAIN, SAINT-SAUVEUR-LENDELIN, VALOGNES, SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE, TINCHEBRAY

NOBLESSE

90

16 députés

ACHARD de BONVOULOIR Luc-René-Charles

(1744 - 1827)

Capitaine de cavalerie

A l'Assemblée, il se montra le défenseur obstiné des privilèges de son ordre, protesta, le 30 mai 1789, contre la double représentation accordée au tiers état et ne revint siéger à l'Assemblée nationale que le 28 juillet suivant, après avoir donné connaissance de l'autorisation qui lui en était accordée par ses commettants. Le 2 octobre, il proposa d'autoriser le prêt

à intérêt afin de favoriser, dit-il, la circulation de l'argent. Vers la fin de la Constituante, il protesta contre l'abolition des prérogatives et des coutumes de Normandie et se prononça pour une variété de lois et de règlements en rapport avec les mœurs et habitudes particulières à chaque province. Emigré peu après, il ne rentra en France qu'en 1801.



BEAUDRAP de SOTTEVILLE Pierre-François

(né en 1742)

Chevalier, ancien officier de cavalerie

I l refusa d'adhérer aux idées nouvelles. Le *Moniteur* ne fait aucune mention de son rôle parlementaire.



LA VILLARMOIS, Jacques-René-Jean-Baptiste-Arthur de

(1748 - 1822)

Chevalier

Son rôle parlementaire n'a pas laissé de traces.



JUIGNÉ, Léon-Marguerite LECLERC, baron de

(1733 - 1810)

Maréchal de camp

I l s'opposa à la suppression des justices foncières et émigra à la fin de la Constituante. Rentré en France sous le Consulat, il ne reparut plus sur la scène politique.

BAILLIAGES SECONDAIRES :

SAINT-LÔ, AVRANCHES, CARENTAN, CÉRENCES, MORTAIN, SAINT-SAUVEUR-LENDELIN, VALOGNES, SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE, TINCHEBRAY

16 députés

TIERS ÉTAT

**VIEILLARD Pierre-Jacques**

(1756 - 1815)

Avocat à Saint-Lô

Il fut délégué par son ordre près de la chambre du clergé et prêta le serment du Jeu de Paume. Nommé secrétaire de l'Assemblée le 11 septembre 1790, il parla sur le remplacement de la gabelle et fit

ordonner le paiement des liquidations arriérées et exempter du droit d'enregistrement les liquidations d'office. Il ne reparut pas sur la scène politique après la Constituante.

PERRÉE-DUHAMEL Pierre-Nicolas-Jean

(1747 - 1816)

Négociant et armateur à Granville

Il siégea silencieusement dans la majorité réformatrice et prêta le serment du Jeu de Paume. Maire de Granville après la Constituante, il fut encore élu, le 24 vendémiaire an IV, député de la Manche au Conseil des Anciens. Rallié au 18 brumaire, il entra, le 4 nivôse an VIII au Tribunal où il

siégea jusqu'à sa suppression en 1807. Commandeur de la Légion d'honneur, il fut appelé, en 1807, aux fonctions de conseiller à la Cour des Comptes, fonctions qu'il remplit jusqu'en 1815. Perrée-Duhamel avait en outre été créé chevalier de l'Empire le 20 juillet 1808.

LE SACHER de LA PALIÈRE Denis-Gabriel

(mort en 1799)

Avocat à Mortain

Il se fit peu remarquer dans l'Assemblée et revint après la Constituante dans son département où il remplit les fonctions de juge.

DESPLANQUES-DUMESNIL Jean-Thomas*Maire de Carentan*

Membre obscur de la majorité, le *Moniteur* ne mentionne pas une seule fois son nom.

BAILLIAGE DE COUTANCES

BAILLIAGES SECONDAIRES :

SAINT-LÔ, AVRANCHES, CARENTAN, CÉRENCES, MORTAIN, SAINT-SAUVEUR-LENDELIN, VALOGNES, SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE, TINCHEBRAY

TIERS ÉTAT

90

16 députés

BESNARD-DUCHÊNE Guillaume

(1747 - 1826)

Lieutenant particulier au bailliage de Valognes

Il ne prit jamais la parole dans l'Assemblée. Devenu en l'an VIII, commissaire du tribunal civil de Valognes, il reparut à la Chambre des

Cent-Jours, le 11 mai 1815, comme représentant de la Manche, puis retourna, après la session, dans son département d'origine, où il mourut.

ANGOT Louis-Hector-Amédée

(1739 - 1827)

Lieutenant général du bailliage de Coutances

Il ne prit qu'une fois la parole à l'Assemblée pour faire adopter l'incompatibilité des fonctions municipales avec celles de judicature.

POURET-ROQUERIE Louis

(1749 - 1813)

Procureur du roi au bailliage de Périers

Il vota obscurément avec la majorité de la Constituante et siégea ensuite, le 25 germinal an VI, au Conseil des Cinq-Cents, comme député de la Manche. Nommé le 22 germinal an

VIII, commissaire près le tribunal criminel de la Manche, il fut appelé, en dernier lieu (12 mai 1811) aux fonctions de substitut près la cour d'appel de Caen.

BURDELOT Louis

(né en 1735)

Maire de Pontorson

Il siégea dans l'Assemblée constituante sans y prendre jamais la parole.

